

Pourquoi nous serons en grève mardi

Quel rapport entre la crise sociale provoquée par le projet de loi sur les retraites et la crise de nerfs déclenchée par la récente menace de démission du PDG de l'AFP ?

Des points communs

- Sur les retraites, un pouvoir arrogant et autoritaire tente d'imposer une loi injuste, antisociale, rétrograde, qui lèse la majorité de la population et aggrave le chômage et la précarité, sans remettre en cause les privilèges d'une minorité de riches.

Même bonapartisme à l'AFP, où le nouveau PDG Emmanuel Hoog, majestueusement déconnecté de la réalité de l'entreprise, ajoute à l'arrogance de son prédécesseur un **acte intolérable** : la menace de déclencher une nouvelle crise de gouvernance, obligeant la hiérarchie à faire acte d'allégeance et tentant de ramener les représentants syndicaux dans un semblant de dialogue dont lui seul dicte les règles du jeu.

- Si Nicolas Sarkozy a été élu par la majorité des votants, personne ne lui a signé un chèque en blanc pour imposer une nouvelle loi sur les retraites, fondée sur le **mépris** et le **mensonge**. D'ailleurs, le recul de l'âge légal de la retraite ne figurait pas dans son programme électoral. Mieux : en mai 2007, il a promis qu'il ne le changerait pas.

Même **absence de légitimité démocratique** du PDG, qui nous a été imposé par l'Elysée et qui a perdu son sang froid ...lorsque l'Intersyndicale (à l'exception du syndicat du « *oui, mais* ») a retourné **l'arme de la démocratie** contre la politique de pseudo-concertation et des faits accomplis. Même façon, aussi, de changer le discours : le nouveau PDG est arrivé en affirmant qu'il n'allait pas toucher au Statut de l'AFP, mais à peine six mois plus tard on le trouve devant les députés en train d'esquisser des projets – assez confus de surcroît - d'une révision de ce même Statut !¹

- Contre la loi sur les retraites, les sondages d'opinion se font chaque semaine dans la rue, à chaque fois que des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes, mobilisés depuis des semaines, montrent leur détermination à obtenir le retrait du projet.

A l'AFP, le vote à bulletin secret des journalistes des desks texte, après l'AG de la Photo, a montré que la direction n'a pas de projet convaincant. Malgré la menace de démission du PDG, malgré les pressions de la hiérarchie et le fait que le « 2^e syndicat de journalistes à l'AFP » ne se soit pas associé à ce vote, 57,8% des 102 journalistes concernés y ont participé. Et le résultat est sans appel : **80%** des votants ont affirmé qu'ils « *s'opposent au déménagement prévu rues Vivienne-Richelieu, en l'absence d'un plan rédactionnel cohérent justifiant la pertinence d'un tel déménagement.* »

Contrastes notables

- Nicolas Sarkozy pensait pouvoir compter sur une opposition politique inaudible et des centrales syndicales affaiblies, dont certains responsables partagent avec lui le leitmotiv de sa contre-réforme : « *puisque'on vit plus longtemps, il faut travailler et cotiser plus longtemps* ». Argument mensonger, matraqué par tous ceux qui s'accrochent à la répartition actuelle des richesses. Et qui tend à justifier le scandaleux hold-up dont sont victimes les travailleurs depuis le déclenchement des contre-réformes par Edouard Balladur en 1993, qui ont déjà volé à la plupart d'entre nous plusieurs années de notre retraite (passage de 37,5 à 40,5 annuités) et diminué de façon drastique nos futures pensions. Face à l'intransigeance du pouvoir, le mouvement social, qui s'ancre dans la durée et la profondeur, a modifié le rapport de force, obligeant l'ensemble des centrales syndicales à rester unies et dans l'action.

A l'AFP, un tel rapport de force fait actuellement défaut. Confortés par le succès du scrutin des desks, les syndicats CGT, FO, SNJ et SUD qui avaient organisé cette

¹ Compte-rendu : http://www.assemblee-nationale.fr/13/cr-cedu/10-11/c1011005.asp - P2_66

consultation démocratique auraient pu - auraient dû ! - tenir compte de ce signal clair, pour favoriser l'action du personnel sur l'ensemble des dossier chauds : outre le déménagement, les salaires, les précaires, les problèmes rédactionnels... Au lieu de cela, le PDG a démarché les syndicats majoritaires, un par un, et obtenu d'eux l'avis du CHSCT, un avis dont il avait fait l'objet de son chantage à la démission et qui lui permet désormais d'accélérer le projet Vivienne, notamment le déménagement des desks.

Monsieur Hoog en rit encore. L' élu CFDT a voté pour son projet, les élus FO et SNJ se sont abstenus et les élus CGT, majoritaires, ont voté contre, préférant ne pas se faire accuser d'être responsables du départ du PDG au cas où ils lui auraient refusé cet avis. Résultat : le PDG a gagné son bras de fer et l'intersyndicale se trouve affaiblie.

Ni passivité, ni résignation – refondons le syndicalisme à l'AFP !

Si Emmanuel Hoog a remporté une bataille, c'est au prix d'une perte de crédibilité immense : que penser d'un PDG qui menace de démissionner alors qu'il ne s'agit prétendument que de déplacer une partie de la rédaction de quelques dizaines de mètres, de l'autre côté d'une rue ? Que fera-t-il lorsqu'il s'agira de faire des choix autrement plus fondamentaux, sur le Statut, la mission de service public, la stratégie commerciale de l'AFP... ?

Pas sûr que le brave soldat Hoog méritait d'être sauvé. En tout cas, la modernisation de l'AFP, que tout le monde appelle de ses vœux, ne se fera pas contre la volonté des salariés mais à travers un projet stratégique pertinent auquel le personnel puisse adhérer très majoritairement.

Pour éviter que les changements se fassent au détriment de nos intérêts sociaux, nous devons **reconstruire la crédibilité syndicale** sur des bases claires :

- Indépendance vis-à-vis de la direction.
- Refus du clientélisme, des marchandages, des petits arrangements.
- Pour des accords et des règles applicables à tous.
- Un syndicalisme démocratique, non pas à la place des salariés, mais avec eux.

Il faut lutter, se syndiquer, se révolter !

Les centrales syndicales appellent à une nouvelle journée de grèves et de manifestations dans tout le pays, le mardi 19 octobre. Pour SUD, assurer la couverture rédactionnelle de ce mouvement, c'est bien, mais c'est rester inactifs par rapport à la défense de nos propres intérêts. Salariés de l'AFP, nous devons être partie prenante de cette mobilisation, pour **réclamer le retrait du projet de loi** sur les retraites **et pour appuyer nos demandes concernant l'AFP** :

- Pour garantir une **retraite à taux plein** pour tous, **sans allongement de la durée de cotisation** et en préservant l'**âge légal de départ à 60 ans**.
- Pour un financement de la retraite basé sur une **meilleure répartition des richesses**.

Mais aussi :

- Pour exiger une stratégie d'entreprise pertinente pour l'AFP, lui permettant d'assurer sa **mission d'intérêt général**.
- Pour l'**arrêt des suppressions de postes**, pour le renforcement du réseau province.
- Pour un véritable plan de titularisations, afin de **résorber la précarité**.
- Pour une **augmentation significative des salaires et des piges** et pour une **amélioration des plans de carrière**.

Mardi 19 octobre, tous en grève pour manifester

A Paris : 13h30 Place d'Italie (cortège en direction de Châtelet).

SUD-AFP sera dans le cortège SUD-Solidaires.

Modalités et départ de l'agence : à préciser par l'intersyndicale



Paris, le 18 octobre 2010

SUD-AFP (Union SUD Culture & Médias Solidaires)